ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 29 juillet 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant réglementation générale en matière de frais de parcours", a donné le 11 août 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 29e juli 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende algemene regeling in zake reiskosten", heeft de 11e augustus 1964 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet contient une nouvelle réglementation de la matière des frais de parcours qui se substituera à l'arrêté royal du 9 janvier 1951 que le projet abroge et dont il reproduit de nombreuses dispositions.

Le champ d'application du projet est défini par l'article 1er. Cet article n'énumère pas les titulaires de fonctions publiques auxquels le projet s'appliquera. Il adopte un autre critère, celui des déplacements "effectués pour les besoins du service de l'Etat". On doit en déduire que le projet sera applicable non seulement au personnel des Ministères, mais aussi à toute personne qui est titulaire d'une fonction publique relevant de l'Etat ainsi qu'aux personnes qui collaborent occasionnellement à un service public de l'Etat, tels les membres des commissions et des jurys. Bien que le projet n'énumère pas les personnes qui en seront bénéficiaires, l'article 16 cite cependant expressément les gouverneurs de provinces, le vice-gouverneur de la province de Brabant, les secrétaires généraux des Ministères, les officiers généraux ainsi que certains magistrats de l'Ordre judiciaire et du Conseil d'Etat. En outre, l'article 17 cite expressément les militaires.

En ce qui concerne les magistrats de l'Ordre judiciaire et du Conseil d'Etat, il y a lieu de relever que si le Roi n'a pas le pouvoir de fixer leur statut pécuniaire, l'article 230, alinéa 1er, de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifiée par la loi du 9 août 1963 , et l'article 5, alinéa 2, de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, leur accordent les allocations, indemnités

et rétributions complémentaires de traitement qui sont attribuées aux fonctionnaires de l'ordre administratif. L'article 230, alinéa 1er, de la loi d'organisation judiciaire est rendu applicable aux greffiers par l'article 238 de la même loi. Ces dispositions légales rendent donc applicables aux magistrats et greffiers de l'ordre judiciaire et aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat les dispositions prises par le Roi pour indemniser le personnel des Ministères de ses frais de parcours. Il convient, dès lors, de viser au préambule, outre l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire et, notamment, l'article 230 modifié par la loi du 9 août 1963, et la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, notamment l'article 5.

Il serait utile de viser également au préambule la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat et, notamment, l'article 47 qui accorde au professeur de l'enseignement supérieur les allocations, indemnités et rétributions complémentaires de traitement accordées aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

La compréhension du projet serait toutefois facilitée si son champ d'application était précisé par l'indication des personnes qui pourront invoquer le bénéfice de la réglementation envisagée. Il est donc proposé de rédiger l'article 1er de la façon suivante :

.../...

"Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable aux titulaires de fonctions publiques relevant de l'Etat ainsi qu'aux personnes qui prêtent occasionnellement leur concours aux services publics de l'Etat.

Les frais de parcours résultant de déplacements effectués pour les besoins du service de l'Etat par les personnes mentionnées à l'alinéa 1er, sont couverts par le Trésor public dans les formes et dans les conditions fixées par le présent arrêté".

+

En raison du champ d'application du projet qui comprend non seulement les agents de l'Etat mais aussi les magistrats, les professeurs, les membres de l'armée et certains collaborateurs occasionnels de l'administration, le terme "agent" employé par plusieurs articles du projet ne convient pas et doit être remplacé par une expression plus générale.

II. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Le préambule doit être complété par l'indication de la date de l'accord du Ministre des Finances.

Article 2.

Le premier alinéa de cet article, qui dispose que "tout déplacement est subordonné à l'autorisation du Ministre ou de son délégué", ne peut s'appliquer aux déplacements qu'effectuent dans l'exercice de leurs fonctions, les personnes qui ne sont pas soumises à l'autorité hiérarchique du Ministre, notamment les membres de

l'Ordre judiciaire et les titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat. Cet alinéa devrait donc être suivi d'un alinéa nouveau rédigé de la façon suivante : "En ce qui concerne les membres de l'Ordre judiciaire et le personnel du Conseil d'Etat, cette disposition ne s'applique qu'aux déplacements de caractère administratif".

Article 5.

En raison du champ d'application du projet, l'alinéa 1er doit être complété par les mots "ou par le supérieur hiérarchique".

Article 6.

Les mots "agents astreints " employés au premier alinéa et à l'alinéa 2 doivent être remplacés par les mots "personnes astreintes".

Au texte français de l'alinéa 2, le mot "coupon" doit être remplacé par le mot "billet".

Article 7.

Le mot "agent" doit être remplacé par le mot "intéressé".

Article 8.

A l'alinéa 2 , les mots "Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions" devraient être remplacés par les mots "Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions", formule employée à l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964.

Les articles 10, alinéa 2, 11 et 13, alinéas 2 et 3, appellent la même observation.

A la fin de l'alinéa 2, les mots "les agents titulaires d'un grade non repris dans un rang" devraient être remplacés par les mots "les agents titulaires d'un grade qui n'est pas classé dans un rang".

A l'alinéa 3, les mots "les agents" doivent être remplacés par les mots "les personnes".

Article 9.

Au premier alinéa, le mot "agent" doit être remplacé par le mot "personne".

A l'alinéa 2, le mot "agents" doit être remplacé par le mot "intéressés".

Article 10.

Au premier alinéa, la virgule qui suit les mots "aucune indemnité" doit être remplacée par un point-virgule.

Article 12.

Le premier alinéa de cet article emploie la dénomination "fonctionnaires généraux". Avant sa modification par l'arrêté royal du 16 mars 1964, le statut des agents de l'Etat employait l'expression "fonctionnaires généraux" à l'article 53, où elle n'était pas définie et

à l'article 83 où elle était définie par une énumération de grades. La définition donnée à l'article 83 n'était cependant valable que pour l'application de cet article. Depuis sa modification par l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'article 53 du statut des agents de l'Etat n'emploie plus l'expression " fonctionnaires généraux", mais l'expression "fonctionnaires titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15". Quant à l'article 83 du statut, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, il emploie encore l'expression "fonctionnaires généraux" et il précise que, pour l'application de cet article, il faut entendre par fonctionnaires généraux, les fonctionnaires revêtus d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15. L'expression "fonctionnaires généraux" n'étant définie que pour l'application de l'article 83 du statut des agents de l'Etat, il convient , pour éviter des contestations, de ne pas s'y référer et d'employer de préférence l'expression "fonctionnaires titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15".

+

A l'alinéa 2, la référence à l'article 15, alinéa 2, doit être remplacée par une référence à l'article 14, alinéa 2.

+

A l'alinéa 5, le mot "déterminée" doit s'écrire au masculin.

+

A l'alinéa 6, le mot "agent" doit être remplacé par le mot "intéressé".

+

En raison du champ d'application du projet, qui ne s'applique pas seulement à des agents de l'Etat, l'article 12 devrait, comme l'article 8 du projet, permettre des mesures d'assimilation pour les personnes exerçant des fonctions publiques dont le grade n'est pas classé dans un rang. Il est donc proposé d'insérer à l'article 12 un alinéa nouveau qui serait rédigé de la façon suivante : "Le Ministre intéressé, (de l'avis conforme du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions) détermine les assimilations pour les personnes étrangères à l'administration et des agents qui ne sont pas titulaires d'un grade classé dans un rang".

Article 14.

Au premier alinéa, les mots "fonctionnaires ou agents" doivent être remplacés par le mot "personnes".

Au deuxième alinéa, le mot "agent" doit être remplacé par le mot "intéressé".

Article 17.

Les mots "les fonctionnaires et militaires" doivent être remplacés par les mots "les titulaires de fonctions publiques".

Article 19.

Il convient de mentionner les arrêtés qui ont modifié l'arrêté royal du 9 janvier 1951 et de rédiger cet article de la façon suivante : "L'arrêté royal du 9 janvier 1951 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par les arrêtés royaux des 31 juillet 1952 et 16 février 1953, est abrogé".

OBSERVATIONS RELATIVES A L'ANNEXE .

A la page 1, après les mots "puissance fiscale", il convient d'ajouter "C.V.".

Le second alinéa du texte qui suit le tableau devrait être remplacé par deux alinéas rédigés de la façon suivante :

"Les taux prévus à la colonne 3 sont alloués :

1° pour les déplacements du personnel de l'Etat à partir du 12.001ème kilomètre par an;

2° pour les déplacements des membres du personnel de l'Etat qui exercent en même temps une profession libérale;

3° pour les déplacements des personnes ne faisant pas partie du personnel de l'Etat.

Le maximum de la puissance fiscale admis pour la liquidation de l'indemnité est fixé à 11 CV pour les personnes mentionnées aux 2° et 3° ci-dessus".

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp bevat een nieuwe reiskostenregeling, die in de plaats komt voor het koninklijk besluit van 9 januari 1951, dat het opheft en waaruit het heel wat bepalingen overneemt.

De werkingssfeer van het ontwerp is omschreven in artikel 1. Dit zegt niet op welke titularissen van openbare ambten het ontwerp toepassing vindt. Het hanteert een andere maatstaf, namelijk de "dienstreizen in het belang van de Staat". Hieruit moet worden afgeleid dat het ontwerp niet alleen op het personeel van Ministeries toepasselijk zal zijn, maar ook op alle titularissen van een onder de Staat ressorterend openbaar ambt en op hen die aan een openbare dienst van de Staat gelegenheidsmedewerking verlenen, zoals leden van commissies en examencommissies. Ofschoon het ontwerp geen lijst geeft van personen waarop het toepassing vindt, noemt artikel 16 uitdrukkelijk de provinciegouverneurs, de vice-gouverneur van de provincie Brabant, de secretarissen-generaal van de Ministeries, de opperofficieren en bepaalde magistraten van de rechterlijke orde en van de Raad van State.Artikel 17 van zijn kant vermeldt uitdrukkelijk de militairen.

Ten aanzien van de magistraten van de rechterlijke orde en van de Raad van State moge erop worden gewezen, dat de Koning weliswaar niet bevoegd is om hun bezoldigingsregeling vast te stellen, maar dat artikel 230, eerste lid, van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1963, en artikel 5, tweede lid, van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State hun de wedde-aanvullende toelagen, vergoedingen en uitkeringen

.../...

verlenen die aan ambtenaren van de administratie worden toegekend. Artikel 230, eerste lid, van de wet op de rechterlijke inrichting is op de griffiers toepasselijk verklaard door artikel 238 van dezelfde wet. Door die wetsbepalingen worden de voorzieningen die de Koning treft om het personeel der Ministeries voor hun reiskosten te vergoeden, dus mede toepasselijk op magistraten en griffiers van de rechterlijke orde en op ambtsdragers bij de Raad van State. In de aanhef van het ontwerp moet dan ook, behalve naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet, ook worden verwezen naar de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, inzonderheid naar artikel 230, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1963, en naar de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, inzonderheid naar artikel 5.

Het ware nuttig in de aanhef tevens te verwijzen naar de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten, inzonderheid naar artikel 47 dat aan hoogleraren de vergoedingen, toelagen en bijkomende bezoldigingen verleent, die aan de leden van Rijksbesturen worden toegekend.

Het ontwerp zou echter bevattelijker zijn, als zijn werkingssfeer werd omschreven door opgaaf van degenen die zich op de voorgenomen regeling zullen kunnen beroepen. Derhalve wordt voorgesteld, artikel 1 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op titularissen van onder de Staat ressorterende openbare ambten en op hen die aan openbare diensten van de Staat gelegenheidsmedewerking verlenen.

.../...

Reiskosten welke de in het eerste lid genoemde personen maken in dienst van de Staat, worden door de Schatkist gedekt in de vormen en onder de voorwaarden in dit besluit bepaald".

+

Aangezien het ontwerp niet alleen toepassing vindt op Rijksambtenaren, maar ook op magistraten, hoogleraren, militairen en sommige gelegenheidsmedewerkers van de administratie, is de term "personeelslid", die in een aantal artikelen van het ontwerp gebruikt is, niet dienstig. Een algemener term is noodzakelijk.

II. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

In de aanhef vermelde men ook de datum waarop de Minister van Financiën zijn akkoord heeft gegeven.

Artikel 2.

Het eerste lid van dit artikel, hetwelk bepaalt dat "geen reis mag gemaakt worden zonder de toelating van de Minister of van zijn gemachtigde", kan geen toepassing vinden op dienstreizen, in de uitoefening van hun ambt gemaakt door personen die niet onder het hiërarchisch gezag van de Minister staan, inzonderheid leden van de rechterlijke orde, en ambtsdragers bij de Raad van State. Na dat eerste lid zou er dus een ander moeten worden ingevoegd, luidend als volgt : "Wat de leden van de rechterlijke orde en het personeel van de Raad van State betreft, geldt deze bepaling alleen voor administratieve dienstreizen".

.../...

Artikel 5.

Gelet op het toepassingsgebied van het ontwerp zou het slot van het eerste lid als volgt moeten worden gelezen : "... die door de dienstchef of door de hiërarchische meerdere is geviseerd".

Artikel 6.

In het eerste en het tweede lid moeten de woorden "De personeelsleden die" worden vervangen door "Zij die".

In de Franse tekst van het tweede lid moet "coupon" worden vervangen door "billet".

Artikel 7.

De woorden "het personeelslid" moeten worden vervangen door "de betrokkene".

Artikel 8.

In het tweede lid vervange men de woorden "Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort" door de formule : "Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort", ontleend aan artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964.

.../...

Dit geldt ook voor de artikelen 10, tweede lid, 11 en 13, tweede en derde lid.

Aan het slot van het tweede lid vervange men de woorden "de personeelsleden bekleed met een graad die in geen rang is ingedeeld" door "de ambtenaren met een graad die niet in een rang is ingedeeld".

In het derde lid moeten de woorden "De personeelsleden belast" worden vervangen door "Zij die belast zijn".

Artikel 9.

In het eerste lid moet het woord "een personeelslid" worden vervangen door "iemand".

In het tweede lid moet het woord "personeelsleden" worden vervangen door "betrokkenen".

Artikel 10.

Het eerste lid leze men als volgt : "Reizen per auto geven geen recht op vergoeding; alle kosten voor gebruik en onderhoud van de wagen komen ten laste van de Schatkist".

Artikel 12.

Het eerste lid van dit artikel gebruikt de benaming "opperambtenaren". Vóór de wijziging door het koninklijk besluit van 16 maart 1964 gebruikte het statuut

van het Rijkspersoneel de term "opperambtenaren" in artikel 53, zonder nadere omschrijving, en de term "ambtenaren-generaal" in artikel 83 met omschrijving door opsomming van graden. De omschrijving die artikel 83 gaf, gold echter alleen voor de toepassing van dat artikel. Sedert de wijziging door het koninklijk besluit van 16 maart 1964 gebruikt artikel 53 van het statuut van het Rijkspersoneel niet meer de term "opperambtenaren", maar "ambtenaren die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de rangen 17, 16 of 15". Artikel 83 van het statuut, zoals het gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, gebruikt nu de term "opperambtenaren" en bepaalt dat, voor de toepassing van dat artikel, onder opperambtenaren dienen te worden verstaan ambtenaren met een graad van de rangen 17, 16 of 15. Aangezien de term "opperambtenaren" dus alleen omschreven is voor de toepassing van artikel 83 van het statuut van het Rijkspersoneel, gebruike men liever, om eventuele betwistingen te voorkomen, de woorden "ambtenaren die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de rangen 17, 16 of 15".

+

Onder het tweede lid moet naar artikel 14, tweede lid, niet naar artikel 15, tweede lid, worden verwezen.

In het vijfde lid van de Franse tekst moet het woord "déterminée" mannelijk zijn.

In het zesde lid moeten de woorden "het personeelslid" worden vervangen door "de betrokkene".

.../...

Gelet op de werkingssfeer van het ontwerp, waaronder dus niet alleen Rijksambtenaren vallen, zou artikel 12, zoals artikel 8 van het ontwerp, maatregelen moeten bevatten voor de gelijkstelling van hen die openbare ambten uitoefenen waarvan de graad niet in een rang is ingedeeld. Derhalve wordt voorgesteld, in artikel 12 een lid in te voegen, dat als volgt kan worden gelezen : "(Op eensluidend advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort) bepaalt de betrokken Minister de gelijkstellingen voor buitenstaanders en voor ambtenaren met een graad die niet ingedeeld is in een rang.

Artikel 14.

In het eerste lid moeten de woorden "De ambtenaren of beambten" worden vervangen door "Zij".

In het tweede lid moeten de woorden "het personeelslid" worden vervangen door "de betrokkene".

Artikel 17.

De woorden "De ambtenaren en militairen" moeten worden vervangen door "Titularissen van openbare ambten".

Artikel 19.

Melding moet worden gemaakt van de besluiten die het koninklijk besluit van 9 januari 1951 gewijzigd hebben. Het artikel dient dan ook als volgt te worden

.../...

gelezen : "Het koninklijk besluit van 9 januari 1951 houdende algemene regeling in zake reiskosten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1952 en 16 februari 1953, wordt opgeheven".

OPMERKINGEN BETREFFENDE DE BIJLAGE.

Op bladzijde 1 vulle men de woorden "belastbaar vermogen" aan met "P.K.".

Het tweede lid van de tekst die op de tabel volgt, zou moeten worden vervangen door twee alinea's, luidend als volgt :

"De bedragen van kolom 3 worden toegekend :

1° voor dienstreizen van Rijkspersoneel vanaf de 12.001e kilometer per jaar afgelegd;

2° voor dienstreizen van leden van het Rijkspersoneel die tevens een vrij beroep uitoefenen;

3° voor dienstreizen van degenen die niet behoren tot het Rijkspersoneel.

Voor de personen vermeld onder 2° en 3° hiervoren, is het maximum belastbaar vermogen dat in aanmerking komt voor de uitkering van de vergoeding 11 P.K.".

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
Le Heren : raadsheer van State, voorzitter,

K. MEES, conseillers d'Etat,
Madame :
Mevrouw : G. CISELET, raadsheren van State,

Messieurs : J. LIMPENS, assesseurs de la section de législation,
:
le Heren : R. de RYKE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. K. MEES.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. K. MEES.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE. (s) F. LEPAGE.